

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 27/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### Dechetterie Dinan Agglomération

8 boulevard Simone Veil  
B.P. 56357  
22100 Dinan

Références : 2024.164  
Code AIOT : 0005512471

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement Dechetterie Dinan Agglomération implanté Zone d'activité des Landes Fleuries 22100 Quévert. L'inspection a été annoncée le 21/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement Dechetterie Dinan Agglomération implanté Zone d'activité des Landes Fleuries 22100 Quévert. Suite à l'inspection du 15 octobre 2019, Dinan agglomération, exploitant de la déchetterie de QUEVERT, a déposé un porté à connaissance en 2022 informant des modifications apportées sur ce site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Déchetterie Dinan Agglomération
- Zone d'activité des Landes Fleuries 22100 Quévert
- Code AIOT : 0005512471
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dinan Agglomération exploite une déchetterie située sur la commune de Quévert. Ce site est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 janvier 1999.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification des conditions d'exploiter	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46 - II	Sans objet
2	Rétentions et pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/01/1999, article 4.6	Sans objet
3	Registre des déchet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43-1	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats et des éléments transmis post inspection permettent d'acter les modifications présentées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Modification des conditions d'exploiter**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46 - II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modification des volumes
<b>Prescription contrôlée :</b>

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

#### Constats :

L'exploitant a déjà fait part de modifications par un dossier déposé 12 avril 2016.

Le 4 février 2022, l'exploitant a émis la demande de bénéficier des droits acquis pour la rubrique 2710-1 soit 11.52 t et en augmentant de façon substantielle les quantités de déchets non-dangereux à 1885 m3 (contre 385 m3), rubrique 2710-2. Dans son porter à connaissance, l'exploitant a démontré l'absence d'effets létaux hors de la plateforme. Cette absence d'effets est confirmée par une étude des flux thermiques (FLUMILOG) actualisée sur une capacité maximale de 1 880 m3. De plus, les capacités incendie du site ont été confirmées par un rapport et des plans transmis le 17 avril 2024.

Le site reste soumis aux mêmes rubriques :

Rubrique	Alinéa	Régime	D a t e d'autorisat ion	V o l u m e autorisé d a n s l'arrêté	V o l u m e a p r è s modificati on (PAC de 2016)	V o l u m e a p r è s modificati on (PAC de 2022)	R é g i m e a p r è s modificati on d e 2 0 2 2
2 7 1 0 : Installatio ns de collecte d e , l a déchets apportés par le producteu r initial de c e s déchets	1.a) Dans le cas de déchets dangereux d e , l a quantité de déchets susceptibl e d'être présents d a n s l'installatio n étant	A (supérieur à 10 t)	21/01/1999	11.52 t	10 t	11.52 t	A
2 7 1 0 : Installatio ns de collecte d e déchets apportés	2.a) Dans le cas de déchets n o n dangereux d e , le volume d e	E (supérieur ou égal à 100 m3)	21/01/1999	305 m3 (déchets verts et autres déchets)	600 m3 autres déchets	1885 m3 dont 1500 m d e déchets verts et 385 m autres	E

par le producteur initial de ces déchets	déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant					déchets	
--	--	--	--	--	--	---------	--

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'est engagé à entretenir la végétation à proximité du site afin de limiter tout risque d'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rétentions et pollution des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/01/1999, article 4.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions et pollution des eaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place des rétentions sous les contenants dédiés aux déchets susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols. Ces mêmes déchets doivent être également mis à l'abri des intempéries, conformément à l'article l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 21/01/1999 susvisé.

**Constats :**

Faisant suite aux remarques du rapport d'inspection de 2019, le site présente une nette amélioration. Ainsi l'ensemble des déchets susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols dispose de rétentions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Registre des déchet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43-1

**Thème(s) :** Autre, Registre exhaustif et chronologique des déchets sortants

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un registre exhaustif et chronologique des déchets sortants du site, conformément à l'article 43-I de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2710-2 susvisé.

**Constats :**

L'exploitant utilise l'outil Simétri sur ses sites. Cet outil de traçabilité permet le suivi exhaustif des

déchets sortant du site. De plus, il permet de renseigner la plateforme TRACKDECHETS. Une présentation de l'outil a été faite lors de l'inspection. Enfin, les bordereaux de transferts de bois ont été transmis suite à l'inspection par courriel le 08 avril 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Consignes de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24

**Thème(s) :** Autre, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met à jour et affiche les consignes de sécurité conformément à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 susvisé.

**Constats :**

Les consignes de sécurité mises à jour sont affichées sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Risque incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements,

<p>bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 18 avril 2024, l'exploitant a transmis un rapport et un plan détaillant ses capacités incendie. Ainsi, trois bouches incendie sont présentes à proximité immédiate du site (moins de 200 m). Néanmoins, seules deux bouches (n°072 et 059) sont conformes, le poteau incendie n°052 étant hors d'usage. De plus, le site dispose de trois extincteurs dûment contrôlés (juillet 2023).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Eaux d'extinction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'une rétention pouvant recueillir les eaux d'extinction. Néanmoins, l'exploitant a été dans l'incapacité de présenter le fonctionnement de la rétention (réseau, activation du dispositif de confinement, etc.).</p> <p>Le 8 avril, le plan des réseaux a été transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- L'exploitant doit s'assurer de l'étanchéité de sa rétention incendie et de sa bonne mise en pratique par le personnel. Il transmettra la procédure d'utilisation à l'inspection d'ici un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>